

Déclaration d'identité du / des mandataire(s) / signataire(s) du contrat d'assurance

Merci de nous fournir les informations suivantes

Le(s) soussigné(s),

Nom et prénom

Fonction

Nom et prénom

Fonction

agissant en qualité de représentant(s) dûment autorisé(s) de (dénomination sociale de l'entité légale):

Matricule Sécurité Sociale de l'entité légale

certifie(nt) qu'à la date de signature de la présente Déclaration :

a) L'entité légale est une société cotée sur un marché réglementé soumise à des obligations de publicité garantissant la transparence des informations relatives à la propriété:

☐ Oui Préciser le marché de cotation:

☐ Non

b) Les mandataires/signataires du contrat sont les personnes physiques suivantes (ajouter une feuille en cas de besoin):

	Mandataire / Signataire contrat 1	Mandataire / Signataire contrat 2	Mandataire / Signataire contrat 3
Nom et prénom			
Adresse de résidence			
Date de naissance			
Lieu de naissance			
Nationalité(s)			
Résidence(s) fiscale(s)			
Numéro(s) d'identification fiscale			
Si une ou plusieurs personnes sont des Personnes Politiquement Exposées (PPE) ¹ :			
Fonction publique			
Pays			

¹ Les PPE sont définis dans la note explicative page 3.

Déclaration d'identité du/des Bénéficiaire(s) Effectif(s) d'une entité légale

Prière de lire au préalable la note explicative (page 3), puis de cocher et compléter la mention applicable (a ou b).

- a) ☐ Les Bénéficiaires Effectifs de l'entité légale, notion telle que précisée dans la note explicative annexée, sont les personnes physiques suivantes (ajouter une feuille en cas de besoin) :

	Bénéficiaire Effectif 1	Bénéficiaire Effectif 2	Bénéficiaire Effectif 3
Nom et prénom			
Adresse de résidence			
Date de naissance			
Lieu de naissance			
Nationalité(s)			
Résidence(s) fiscale(s)			
Numéro(s) d'identification fiscale			
Profession / Fonction			
Secteur d'activité			
% actions / droits de vote / Participation au capital			
Si une ou plusieurs personnes sont des Personnes Politiquement Exposées (PPE) ¹ :			
Fonction publique			
Pays			

ou

- b) ☐ Lorsqu'aucune personne physique n'est identifiée comme Bénéficiaire Effectif de l'entité légale, notion telle que précisée dans la note explicative annexée, renseigner l'identité de toute personne physique qui occupe la position de dirigeant principal (ajouter une feuille en cas de besoin) :

	Bénéficiaire Effectif 1	Bénéficiaire Effectif 2	Dirigeant principal 3
Nom et prénom			
Adresse de résidence			
Date de naissance			
Lieu de naissance			
Nationalité(s)			
Résidence(s) fiscale(s)			
Numéro(s) d'identification fiscale			
Profession / Fonction			
Secteur d'activité			
Si une ou plusieurs personnes sont des Personnes Politiquement Exposées (PPE) ¹ :			
Fonction publique			
Pays			

Si les informations ci-dessus diffèrent du Registre des Bénéficiaires Effectifs², merci de fournir les explications nécessaires.

¹ Les PPE sont définis dans la note explicative page 3.

² Le Registre des Bénéficiaires Effectifs disponible via <https://www.lbr.lu/>

Note explicative

La réglementation visant à prévenir le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme soumet tous les professionnels du secteur financier, en ce compris les compagnies d'assurance, à diverses obligations d'identification, dont celle d'identifier les Bénéficiaires Effectifs et les Personnes Politiquement Exposées.

La Loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme,

1. considère comme **Bénéficiaires Effectifs** d'une entité légale, les personnes physiques qui, en dernier ressort :
 - possèdent directement ou indirectement un pourcentage suffisant d'actions ou de droits de vote ou une participation au capital dans cette entité, ou,
 - exercent le contrôle de cette entité par d'autres moyens.

Une participation dans l'actionnariat à hauteur de 25% des actions plus une ou une participation au capital de plus de 25%, détenue par une personne physique, est un signe de **propriété directe**.

Une participation dans l'actionnariat à hauteur de 25% des actions plus une ou une participation au capital de plus de 25%, détenue par une société qui est contrôlée par une ou plusieurs personnes physiques, ou par plusieurs sociétés, qui sont contrôlées par la ou les mêmes personnes physiques, est un signe de **propriété indirecte**.

Les Bénéficiaires Effectifs sont toujours des personnes physiques. Ainsi, si un des actionnaires ou décideurs est lui-même une entité légale, il faut identifier les personnes physiques qui sont les actionnaires ou décideurs de cette entité actionnaire/décideur.
2. considère comme **Personnes Politiquement Exposées**, les personnes physiques qui occupent ou se sont vu confier une fonction publique importante ainsi que les membres de leur famille ou des personnes connues pour leur être étroitement associées. Sont des fonctions publiques importantes, celles de :
 - Chef d'Etat, chef de gouvernement, ministre, ministre délégué, secrétaire d'Etat.
 - Parlementaire ou membre d'organe législatif similaire.
 - Membre de cours suprêmes, de cours constitutionnelles ou d'autres hautes juridictions dont les décisions ne sont pas susceptibles de recours.
 - Membre des cours de comptes ou des conseils ou directoires des banques centrales.
 - Ambassadeur, chargé d'affaires et officier supérieur des forces armées.
 - Membre des organes d'administration, de direction ou de surveillance des entreprises publiques.
 - Responsable et membre des organes dirigeants de partis politiques.
 - Directeur, directeur adjoint et membre du conseil d'une organisation internationale ou personne occupant une position équivalente en son sein.

Questionnaire sur les pays sous sanctions internationales / embargo

Dans le cadre de l'obligation de vigilance à l'égard de la clientèle, LA LUXEMBOURGEOISE-VIE s'efforce de comprendre si, et dans quelle mesure, ses clients ont des liens avec des pays sous sanctions internationales/embargo.

La liste des pays considérés comme étant sous sanctions internationales/embargo est disponible sous : <https://www.sanctionsmap.eu/#/main>

Merci de fournir les informations demandées ci-dessous relatives au groupe dont vous faites partie.

A noter que des informations supplémentaires peuvent être demandées après examen du dossier par la cellule Compliance.

Une entité du groupe dont vous faites partie effectue-t-elle **des transactions** dans un pays sous sanctions internationales/embargo ?

☐ Oui ☐ Non

Une entité du groupe dont vous faites partie effectue-t-elle **des investissements** dans un pays sous sanctions internationales/embargo ?

☐ Oui ☐ Non

Une entité du groupe dont vous faites partie effectue-t-elle **des activités** dans un pays sous sanctions internationales/embargo ?

☐ Oui ☐ Non

Une entité du groupe dont vous faites partie a-t-elle **des projets d'activités** dans un pays sous sanction internationales/embargo ?

☐ Oui ☐ Non

Une entité du groupe dont vous faites partie dispose-t-elle **de bureaux** dans un pays sous sanctions internationales/embargo ?

☐ Oui ☐ Non

Si vous avez répondu «oui» à une de ces questions ci-dessus, merci de compléter la partie « Informations complémentaires » page 5 de ce document et de fournir un Code de conduite.

Le(s) soussigné(s) déclare(nt) que les informations précitées sont exactes et s'engage(nt) irrévocablement à informer immédiatement la compagnie d'assurance, par écrit, de toute modification apportée à la présente Déclaration d'identité.

Signature	
Nom	
Date	

Signature	
Nom	
Date	

Protection des personnes - traitement des données à caractère personnel : Les données communiquées dans la présente déclaration sont enregistrées et traitées par La Luxembourgeoise-Vie Société Anonyme d'Assurances conformément à la réglementation relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Informations complémentaires

A compléter uniquement si vous avez répondu « oui » à une des questions page 4 de ce document.

Merci de bien vouloir répondre aux questions ci-dessous pour chaque pays sous sanctions internationales/embargo avec lequel une entité du groupe dont vous faites partie est en affaire.

La liste des pays considérés comme étant sous sanctions internationales/embargo est disponible sous : <https://www.sanctionsmap.eu/#/main>

Pays sous sanctions internationales/embargo :

Une entité du groupe dont vous faites partie dispose-t-elle d'une entité ou d'un bureau dans un pays sous sanctions internationales/embargo ?

☐ Oui ☐ Non

Si oui, indiquez le nom de l'entité ainsi que le pays concerné :

Une entité du groupe dont vous faites partie effectue-t-elle des transactions ou des investissements ou a-t-elle des activités ou prévoit-elle d'effectuer des activités avec toute personne ou entité située, résidente ou organisée dans un pays sous sanctions internationales/embargo ou avec toute entité détenue ou contrôlée directement ou indirectement par une entité située, résidente ou organisée dans un pays sous sanctions internationales/embargo (dans chaque cas, y compris avec des intermédiaires agissant au nom de ou effectuant des transactions connexes avec ces pays ou ces entités) ?

☐ Oui ☐ Non

Si oui, détaillez les transactions, investissements ou activités et indiquez la part des revenus et/ou des actifs générés grâce à ces éléments :

Merci de fournir une documentation (guidance ou document émanant du Compliance Officer) attestant du respect des dispositions en matière de sanctions internationales/embargo par l'entité concernée.

Une entité du groupe dont vous faites partie est-elle impliquée dans le maintien ou l'expansion de la production/importation de pétrole et de gaz, d'un programme nucléaire, d'une capacité d'armement ou de biens à double usage ou d'équipements qui peuvent être utilisés dans des pays sous sanctions internationales/embargo ?

☐ Oui ☐ Non

Si oui, détaillez les transactions, investissements ou activités et indiquez la part des revenus et/ou des actifs générés grâce à ces éléments :

Documents à fournir

- ☐ Copie des derniers statuts du candidat preneur.
- ☐ Extrait récent du RCS relatif au candidat preneur datant de moins de 3 mois.
- ☐ Extrait récent du RBE relatif au candidat preneur datant de moins de 3 mois.
- ☐ Copie de la carte d'identité en cours de validité pour chaque Bénéficiaire Effectif/dirigeant principal.
- ☐ Copie de la carte d'identité en cours de validité des mandataires de l'entreprise, signataires du contrat et du présent dossier d'entrée en relation.
- ☐ RIB du compte bancaire servant au paiement de la prime ouvert au nom du preneur d'assurance.
Merci de privilégier le paiement à partir d'un compte luxembourgeois.
Si le compte bancaire servant au paiement de la prime **n'est pas luxembourgeois** ou si le compte bancaire servant au paiement de la prime est **au nom d'une autre société du groupe**, merci de fournir une explication.
- ☐ Organigramme complet avec toutes les entités du groupe, daté et signé par les signataires autorisés indiquant les pourcentages de détention des différentes sociétés et remontant jusqu'au(x) bénéficiaire(s) effectif(s).
- ☐ Code de conduite/Code de déontologie ou toute déclaration spécifiant le respect des réglementations sur les sanctions internationales et les embargos.
Si vous avez répondu «oui» à une des questions de la page 4 ainsi que pour les **groupes internationaux**, il est obligatoire de fournir un tel document.

Le cas échéant:

- ☐ Pouvoir de signature de la société si ceux-ci ne sont pas repris sur l'extrait du RCS.

Vous pouvez nous transmettre ces documents à l'adresse: vie@lalux.lu

Information importante

Des informations/documents supplémentaires peuvent être demandés après examen du dossier par la cellule Compliance.